

DOCUMENT TRAVAIL N° 2

Politique scolaire et réformes pédagogiques

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
1944-1958		rêves réformateurs et blocages corporatistes	
1944	Programme de la Résistance	idée d'une rénovation pédagogique fondée sur les propositions de Dewey.	
1944-47	plan Langevin-Wallon		
1948-58	10 tentatives de réformes pour mettre en place « l'école moyenne » de 11 à 15 ans	développement des « classes nouvelles » 1945 à 1950, des méthodes actives, de l'orientation continue, des travaux dirigés, du travail en équipe	
1959-68	réforme De Gaulle-Berthoin. Loi Debré. Contrat d'association simple avec l'enseignement privé. Création des Collèges d'enseignement secondaire.	L'enseignement saisi par la logique économique. 3° plan du Commissariat général du plan, 1958-61. Développement de l'enseignement technique. 4° et 5° plans (1962-70). Politique d'accroissement de l'offre d'éducation.	
1963-67	Ministère Fouchet. Réforme enseignement du français, orthographe, maths, Création filières A,B,C,D,E, F, G, H et BEP, IUT, DUT, DUEL/S		
1963-72	1° enquête INED sur l'entrée en sixième Approche des catégories socio professionnelles. Bourdieu-Passeron. Les Héritiers. Les étudiants et la culture. 1964	Amorce du débat idéologique sur les facteurs sociaux d'inégalité devant l'école et sur la démocratisation de l'enseignement	

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
Janvier 1968	Création des foyers socio éducatifs		
Circulaire décembre 1968	Réforme de vie scolaire et des conseils d'administration		
1969-74	Ministère Guichard (1969-72) Ministère Fontanet (1972-74). « Célébration de la réforme » Rapport Joxe Projet Fontanet	Développer les méthodes actives, construire le savoir, valoriser l'expérience de l'enfant et adolescent favoriser l'éveil, la découverte, l'expérience, décloisonner les disciplines, travailler autour de thématiques. Propositions sans suites sauf 10% action éducative et création des CDI.	
1970	Introduction des options et des disciplines d'éveil en quatrième et troisième. Création des quatrièmes et troisièmes professionnelles		
1971-73	Loi du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique et l'apprentissage 1973 loi Royer		
1974-78	Réforme Haby. Collège unique. 1° mention des stages en entreprise, autonomie pédagogique des établissements, contrôle continu des connaissances pour certains diplômes dans l'enseignement professionnel.	1° débats en règle : Pour une politique nationale de rénovation pédagogique, nécessité d'adapter le contenu de la formation à la massification/ Défense du principe d'égalité des droits à une même instruction, contre la différenciation pédagogique	
Circulaire décembre 1976	Nouvelles disciplines au collège, physique, chimie, éducation manuelle et technique		
Circulaire mars	soutien scolaire et pédagogie		

Journées d'étude MEMORAP 23-24 NOVEMBRE 2017

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
1977	individualisée et différenciée sont officialisés. Revalorisation des GAPP.		
1977	Loi Guerneur sur l'école privée	complémentaire de Loi Debré de 1959	
1979	Ministère Beullac. Séquence éducative en entreprise pour les élèves de LEP.	PACTE en remplacement des 10%	
1981–1986	Politiques scolaires de gauche Ministère Savary	Projet d'un grand service public laïque et unifié intégrant le secteur privé. Volonté de démocratiser, de réaliser l'égalité des chances et de tenir compte des besoins économiques.	
Circulaire de rentrée 1981	Mise en place de la nouvelle seconde. Politique d'amélioration des classes d'adaptation, de l'enseignement technologique et des travaux pratiques. Extension des sections post- baccalauréat.		
Juillet 1981	Création des zones d'éducation prioritaire.		
note de service du 24 août 1981	institution des projets d'action éducative, visant à développer la pluridisciplinarité, la participation des élèves et l'ouverture des établissements sur l'extérieur		
1982-83	Rapport Soubré sur la décentralisation et la démocratisation des institutions	Consultation sur une grande échelle de l'ensemble des acteurs dans les collèges et lycées au cours de journées banalisées.	

Journées d'étude MEMORAP 23-24 NOVEMBRE 2017

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
	scolaires Rapport de Peretti sur la formation des personnels de l'éducation nationale Rapport Legrand « pour un collège démocratique », Rapport Prost « les lycées et leurs études au seuil du XXIe siècle »	Propositions Legrand : groupes de niveau, évaluation formative, pédagogie du projet, tutorat, projet éducatif d'établissement, polyvalence des enseignants de collège.	
1982-83	Lois de décentralisation Délégation aux échelons locaux la responsabilité de trouver les remédiations adaptés	La notion de projet élaboré collectivement est érigée au rang de moyen privilégié d'action pédagogique en faveur de la démocratisation	
1984	Contentieux privé/public. Démission Alain Savary.		
1984-86	Chevènement, ministre EN Introduction des technologies et du recours à la pédagogie différenciée au collège.	Idéologie « républicaine » de l'école Référence au modèle japonais pour affirmer la volonté de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000.	
Loi du 25 janvier 1985	Organisation des rapports entre l'État et les collectivités territoriales en ce qui concerne les écoles et les EPLE		
Janvier 1985	Jumelage établissements/entreprises. Plan « informatique pour tous		
1985	Rapport du collège de France « pour l'enseignement de l'avenir ».	« Nécessité de diversifier les voies d'excellence et d'atténuer la dictature de la filière C »	
Décembre 1985	Loi Carraz. Instauration des bacs professionnels		

Journées d'étude MEMORAP 23-24 NOVEMBRE 2017

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
1986-88	Ministère Monory 1987 Plan non appliqué « Pour l'avenir de l'Education nationale »	Volonté de décentraliser les pouvoirs, d'améliorer le management, l'autonomie et la mise en concurrence des établissements. Pour un nouveau profil de recrutement des enseignants et redéfinition des carrières basées sur le mérite. Nombreuses suppressions de postes ATOS et des mises à disposition. Echec réforme Devaquet en décembre 1986	
1988-93	Ministère Jospin (1988-92) Jack Lang (1992-93)	Recherche d'une synthèse entre démocratisation, décentralisation et rénovation.	
10 juillet 1989	Loi d'orientation pour l'éducation. « Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants ».	rôle central du projet d'établissement dans la réalisation des objectifs éducatifs, en interaction avec le principe de la décentralisation et la politique de collaboration entre l'école et les partenaires extérieurs. Action médico-sociale, éducation pour la santé, intégration scolaire et sociale, handicapés. Relance du travail en équipe pédagogique, pédagogie du contrat comme moyen de réalisation du projet personnel des élèves, rôle des personnels ATOS dans la communauté éducative (article 15), accession des jeunes à la citoyenneté Création d'un conseil des délégués des élèves.	
1990-91	Création des IUFM	Suite Loi Jospin	
Rentrée 1989	Affaire des « foulards »	Interdiction de toutes marques ostentatoires tendant à promouvoir une	

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
		croyance religieuse.	
1990	Mouvement lycéen. Demande de moyens contre l'insécurité, pour la formation des personnels, le recrutement de personnels d'éducation-surveillance.	Le budget de l'EN devient le 1° de l'Etat. Revalorisation des salaires enseignants, ISOE (12.5 milliards de francs) ; le plan d'urgence des lycées (4.5 milliards de francs).Fond social lycéen.	
1991	Rapport Tanguy. L'enseignement professionnel en France. Des ouvriers aux techniciens »	Questionne les principes de réorganisation de la formation professionnelle (élever le niveau et accentuer la formalisation des connaissances) pour définir des profils de compétences évolutifs selon la nature des activités, les technologies utilisées et les formes d'organisation adoptées.	
Rentrée 1992	Mise en place de la seconde dite « indéterminée ». Introduction de modules de « pédagogie de la différence ». Réduction du nombre de baccalauréats	Plan pour le développement de la lecture, pour l'équipement audiovisuel des établissements, informatique pour tous.	
1990	Redéfinition du niveau V. Renovation des diplômes du CAP, BEP.	politique d'élévation du niveau de formation. Transfert des 4°-3° technologiques dans les collèges. volonté d'intégrer les lycées professionnels des établissements généraux	
1992	Scission de la FEN		
1993-97	Ministère Bayrou		
Rentrée 1993	Réforme des IUFM	Retour du primat des disciplines sur une logique professionnelle	
Décembre 1993	Loi Travail, emploi, formation professionnelle.	Valorisation de la voie PRO. Ouverture en LP de sections d'apprentissage.	
Janvier 1994	Manifestation contre la révision de la loi Falloux de 1850		

Dates	Quoi	Observations	Relations avec politique EA
Juin 1994	« Nouveau contrat pour l'École » après consultations en 158 articles	Idées clés : apprentissage de l'autonomie, multiples options ; bassin de formation. Projet sécurité (suite commission Schléret). Reconnaissance du rôle d'animation pédagogique des chefs d'établissement et d'encadrement éducatif des CPE.	
Rentrée 1994	Création du conseil national de la vie lycéenne.		
Novembre-décembre 1994	Mouvement social et étudiant		
1995	Plan de lutte contre la violence à l'école		
	Lutte contre l'illettrisme. Réforme des rythmes scolaires, semaine de 4 jours.		
Juin 1996	Rapport Fauroux	« savoirs primordiaux » garantis au collège, coéducation avec les entreprises, part de contrôle continu au baccalauréat	
Juin 1997-2000	Ministère Claude Allègre. Ségolène Royal.		